# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 18 SEPTEMBRE 1888. 62me Année

Dufour & Dousset.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 18 SEPTEMBRE 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi à la semaine avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

| | |
|---|---|
| Un an | $3 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Offres et Locations, etc. qui se soldent au prix duit de 10 cts la ligne voir la 2e page.


## La révision en France.

Le rôle que le mot "révision" joue dans les discussions et les délibérations politiques du jour est—dit le *Temps*—admirablement caractéristique de notre vieille tendance à nous enflammer pour ou contre des mots. Remarquez, en effet, qu'on prononce celui-ci en avant sans de un enlever au préalable tout sens positif et précis. C'est même pour cela qu'il peut être le plus souvent question par tant de gens d'opinions si contraires. Tentez l'expérience : supprimez le mot, faites une proposition ferme et nette; demandez un changement précis dans la Constitution, et vous verrez que l'enthousiasme tombera aussitôt, que les voix unies se diviseront presque à l'excommunier et que personne parmi les gens réfléchis ne comprendra qui rapport il pourrait y avoir entre la correction du texte constitutionnel que vous réclamez et les nécessités économiques, budgétaires ou autres dont nous souffrons en ce moment, et auxquelles nul n'ose, on arrivant à notre suite aux autres

☞ Tout ceci n'est qu'un aperçu rapide de ce qui peut chez des hommes politiques qui s'emballent à propos sur le mot de révision, sans dire au juste ce que l'on veut changer ou comment on veut établir. Un Congrès, pour faire œuvre de révision, une Constituante, pour constituer quel régime ? Quand vous posez ces questions élémentaires, vous voyez aussitôt s'amonceler dans un crépuscule, que vous cherchez des ennemis. Ceux qui croient que la politique n'est pas affaire de raison, que ses solutions se devinent plus qu'elles ne se discutent, qui ne croient pas à la vertu du principe, qui croient infaillible, dans les affaires humaines, ce qui est pas notre époque, tout un peuple, que l'abstention est l'abnégation du sens commun, ceux-là ne peuvent que se réjouir de voir la Société française entrer dans la période des révisions. Ils y trouveront de quoi satisfaire leur goût pour l'absolu et leur mépris de la raison. Ils ne manqueront pas de dire que la République est condamnée à périr, parce qu'elle a besoin de la raison pour vivre.

Mais, nous répondrons-nous, pourquoi ne pourrait-elle pas vivre de raison, puisque c'est le régime de la raison ? Vous ne pouvez point, dit-on, que le mot de révision soit pour beaucoup de gens synonyme de révolution, et que l'on ne craigne pas de voir la République périr pour avoir voulu se réformer elle-même. Mais, encore une fois, qu'est-ce que la République ? Est-ce un principe ? Est-ce une forme de gouvernement ? Est-ce un ensemble de lois organiques ? Est-ce la République française ? Est-ce la République universelle ?

Vous ne pouvez point, dit-on encore